Observatoire des Élections en Europe

Une Suisse en plein questionnement va renouveler ses institutions politiques

de **Corinne Deloy**

ANALYSE
1 mois avant le scrutin

Les Suisses sont appelés aux urnes le 23 octobre prochain pour renouveler leur parlement, soit les 200 membres du Conseil national et les 46 membres du Conseil des Etats. 3 472 personnes, dont 32,6% de femmes, se présentent aux élections du Conseil national, soit + 12,4% par rapport au dernier scrutin du 21 octobre 2007 et 149 personnes postulent à un siège au Conseil des Etats (136 il y a 4 ans).

La Suisse est gouvernée par le système de la concordance. Les principaux partis politiques forment ensemble le gouvernement, une manière de créer un consensus national et de réduire le risque de contestation référendaire dans un pays qui pratique par ailleurs la démocratie directe. Ces dernières années, le modèle suisse a cependant été mis à mal, la participation au gouvernement ne garantissant plus le consensus. En effet, détenteur d'un siège au Conseil fédéral, l'Union démocratique du centre (UDC/SVP) joue pourtant le rôle de premier opposant du pays, tout en voulant conquérir un 2e siège. Ainsi, au cours des 4 dernières années, l'ensemble des partis du gouvernement ont soutenu la position du Conseil fédéral dans seulement 2 votations populaires sur 25 (suppression de l'initiative populaire générale et financement spécial pour le transport aérien). Le Parti socialiste (PSS/SPS) s'est opposé 13 fois au Conseil fédéral et l'UDC/SVP, 12 fois. Ce parti, qui a progressé dans presque tous les cantons au cours des 4 dernières années, influence de plus en plus le contenu des politiques.

Deux campagnes électorales en une

L'intégration des étrangers, et plus largement l'immigration, constitue l'un des thèmes centraux de la campagne électorale mais la crise économique internationale occupe également une place importante dans les débats. Si l'économie de leur pays se porte plutôt bien, les Suisses partagent avec les Européens des inquiétudes sur leur avenir dans une planète mondialisée. Enfin, les questions environnementales figurent en bonne place dans la campagne. « C'est nouveau. Il y a désormais une histoire très lisible de la campagne. L'influence des événements extérieurs a supplanté les thèmes traditionnels des affiches. La campagne s'éloigne du cadre habituel pour se muer en débat national » analyse Claude Longchamp, directeur de l'institut d'opinion gfs.berne.

Le 7 septembre dernier, Micheline Calmy-Rey (PSS/SPS), actuelle présidente de la Confédération helvétique et ministre des Affaires étrangères, a annoncé qu'elle abandonnerait ses fonctions de conseillère fédérale à la fin de son mandat en décembre.

Le Conseil fédéral, formé de 7 membres élus pour 4 ans par le Parlement, exerce en Suisse le pouvoir exécutif. Durant de nombreuses années, la tradition voulait que les candidats sortants soient reconduits à leur poste, tout au moins tant qu'ils étaient d'accord pour assumer leurs fonctions. Jusqu'en 2003, la répartition des sièges de l'assemblée était régie par la fameuse formule magique (2-2-2-1), soit 2 sièges pour le Parti radical-démocratique (PRD/FDP), 2 pour le Parti démocrate-chrétien (PDC/CVP), 2 pour le PSS/SPS et 1 pour l'UDC/SVP. Cette année-là, la conseillère fédérale Ruth Metzler-Arnold (PDC/CVP) n'a pas été réélue – une première en Suisse depuis 1872 – et son siège est allé à Christoph Blocher (UDC/SVP). Après les élections fédérales du 21 octobre 2007, Samuel Schmid (UDC/SVP) et Eveline Widmer-Schlumpf (UDC/SVP), qui avait remplacé Christoph Blocher non réélu à son poste sont exclus de leur parti. Ils fondent alors avec d'autres membres dissidents le Parti bourgeois-démocratique (PDB). En 2009, Samuel Schmid démissionne de ses

fonctions de conseiller fédéral et est remplacé par Ueli Maurer (UDC/SVP).

A ce jour, le Conseil fédéral regroupe 5 partis : le Parti radical-démocratique (2 sièges), le Parti socialiste (2 sièges), le Parti démocrate-chrétien (1 siège), l'Union démocratique du centre (1 siège) et le Parti bourgeois-démocratique (1 siège). Ce dernier parti possède 5 sièges au Conseil national et 1 siège au Conseil des Etats.

A la campagne pour le renouvellement du parlement s'ajoute donc celle pour la succession de l'actuelle présidente de la Confédération helvétique. Le résultat des élections fédérales aura pour la première fois des répercussions directes sur la composition du futur Conseil fédéral, une situation qui rapproche Berne des autres démocraties européennes.

Autre signe de la métamorphose de la Suisse, la scène politique suisse s'est polarisée et l'électorat s'est fortement dispersé. Le consensus et la stabilité légendaires du pays ont donc été mis à mal. La Suisse compte 3 groupes politiques de force équivalente : la droite nationaliste, le centre-droit, la gauche socialiste et écologiste. Au centre-droit, le Parti radical-démocratique et le Parti démocrate-chrétien, unis depuis 70 ans aux radicaux au sein de l'Entente bourgeoise, sont en difficulté et quelque peu paralysés par leurs divisions. Ils ont tous deux perdu de nombreux électeurs qui ont rejoint les rangs de l'Union démocratique du centre, du Parti bourgeois-démocratique ou encore du Parti vert-libéral (GLP/VL). La gauche est plus unie mais le Parti socialiste reste menacé par les Verts, qui ont dû se repositionner après le départ d'une partie de leurs membres.

Comme dans l'ensemble de l'Europe, les partis de gouvernement sont en première ligne des critiques qui se font plus dures en période de crise. Accusés de ne pas entendre les inquiétudes de la population ou de ne pas savoir y répondre, ils sont davantage touchés par la désaffection électorale que les partis protestataires. Les populistes de l'UDC/SVP progressent dans les urnes en se radicalisant chaque année davantage.

A un mois des élections fédérales, le Parti radical-démocratique, le Parti socialiste et le Parti démocrate-chrétien souhaitent conserver leurs sièges au Conseil fédéral, l'Union démocratique du centre en conquérir un 2e, les Verts en obtenir un 1er et le Parti bourgeois-démocratique conserver le sein.

L'UDC/SVP revendique le siège de Micheline Calmy-Rey. « Conformément au principe de la concordance, l'Union démocratique du centre a un droit établi à 2 sièges au Conseil fédéral. Il est probable qu'après les élections fédérales, le Parti socialiste aura également droit à 2 mandats. S'il reconnaît le droit de l'Union démocratique du centre à 2 sièges, nous n'aurons aucune raison d'attaquer celui de Micheline Calmy-Rey » a indiqué Toni Brunner, président de l'UDC/SVP. Le président du Parti socialiste, Christian Levrat, a reconnu le droit de l'UDC/SVP à avoir 2 conseillers fédéraux s'inspirant de la règle selon laquelle les 3 premiers partis ont droit à 2 sièges. Dans ce cas, l'UDC/SVP pourrait obtenir le siège d'Eveline Widmer-Schlumpf (PBD). Si le parti populiste remporte un 2e siège, il devrait présenter la candidature du Fribourgeois Jean-François Rime.

Le remplaçant de Micheline Calmy-Rey sera désigné le 14 décembre prochain.

Le système politique suisse

Le système suisse est qualifié de bicaméralisme parfait : les deux chambres du Parlement – Conseil national et Conseil des États – possèdent les mêmes compétences. La fonction de membre du Parlement ne constitue pas une profession en Suisse ; les parlementaires exercent donc leur mandat, pour lequel ils reçoivent une indemnité, parallèlement à une activité professionnelle.

Le Conseil national représente le peuple et comprend 200 membres élus tous les 4 ans au système proportionnel. Chacun des 26 cantons du pays élit un nombre de députés proportionnel à sa population. Le canton de Zurich possède ainsi 34 députés, les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, d'Appenzell Rhodes-Extérieures, de Glaris, de Nidwald et d'Obwald, un seul chacun.

Le Conseil des Etats représente les cantons et comprend 46 membres élus tous les 4 ans au système majoritaire (majorité relative dans le canton de Genève, absolue dans celui de Vaud) à l'exception du canton du Jura (scrutin proportionnel). Les cantons possèdent 2 sièges au Conseil des États (à l'exception des demi-cantons d'Obwald, de Nidwald, de Bâle-ville, de Bâle-campagne, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures qui ne disposent que d'un seul siège). Un 2e tour de scrutin est organisé dans les cantons élisant leurs conseillers à la majorité absolue si aucun candidat n'a recueilli le nombre de suffrages nécessaire au 1er

tour. Le 2e tour aura lieu 3 semaines après, soit le 13 novembre prochain.
12 partis politiques sont représentés dans le Conseil national sortant :
– l'Union démocratique du centre (UDC/SVP), présidée par Toni Brunner, est l'héritière du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Parti populiste de droite et premier parti depuis les élections fédérales du 24 octobre 1999, il possède 62 sièges ;
– le Parti socialiste (PSS/SPS), dirigé par Christian Levrat, compte 43 députés ;
– le Parti radical-démocratique (PRD/FDP) est depuis toujours représenté au Conseil national dont il détenait l'ensemble des sièges jusqu'en 1891. Dirigé par Fulvio Pelli, il connaît un déclin continu depuis 1983 et possède 31 sièges ;
– le Parti démocrate-chrétien (PDC/CVP), auparavant appelé Parti catholique conservateur, s'est constitué comme l'organe politique des catholiques suisses. Positionné au centre-droit sur l'échiquier politique et dirigé par Christophe Darbellay, il est en recul depuis les années 1980 et compte 31 députés ;
– le Parti écologiste-Les Verts (PES/GPS), issu de divers mouvements écologistes qui ont vu le jour dans les années 1970 et dirigé par Ueli Leuenberger, possède 20 sièges ;
– le Parti libéral (PLS/LPS), fondé en 1913 et dirigé par Pierre Weiss, regroupe l'aile droite des radicaux. Il possède 4 sièges ;
– Le Parti vert-libéral (GLP/VL), créé en 2007 par Martin Bäumle, ancien membre des Verts, qui en est toujours le leader, compte 3 députés ;
– le Parti évangélique (PEV/EVP), parti chrétien dirigé par Heiner Studer, compte 2 députés ;
– l'Union démocratique fédérale (UDF/EDU), parti conservateur fondé en 1975 et dirigé par Hans Moser, possède 1 siège ;
– le Parti du travail-Parti ouvrier populaire (PST/PdA), parti d'extrême gauche qui a succédé au Parti communiste interdit en 1940, compte 1 député ;
– la Ligue des Tessinois (LEGA), mouvement protestataire de droite né en 1991 et dirigé par Giuliano Bignasca, possède 1 siège ;
– le Parti chrétien social (PCS/CSP), fondé en 1997 et héritier du mouvement chrétien social de la fin du XIXe siècle. Dirigé par Marius Achermann, il compte 1 député.
6 partis politiques sont représentés dans le Conseil des Etats sortant : le Parti démocrate-chrétien possède 15 sièges, le Parti radical-démocratique 12, le Parti socialiste 9, l'Union démocratique du centre 7, le Parti écologiste-Les Verts 2 et le Parti vert-libéral 1.
Le pouvoir exécutif est exercé par le Conseil fédéral, formé de 7 membres, élus pour 4 ans par le Parlement. Le Conseil fédéral représente les diverses régions et communautés linguistiques du pays et fonctionne selon le principe de collégialité ; toutes les décisions sont prises par consensus. Le gouvernement suisse n'est donc pas l'émanation d'une majorité parlementaire élue sur un programme de gouvernement, mais le résultat d'un accord entre les principaux partis politiques. Ces partis gouvernent sans programme ni charte électorale. Le concept d'alternance politique est donc inexistant.
La Confédération helvétique a enfin à sa tête un président, élu pour un an parmi les conseillers fédéraux. Le rôle du chef de l'Etat est essentiellement symbolique et honorifique. Traditionnellement, chaque conseiller fédéral est élu président à tour de rôle en fonction de son ancienneté dans le poste. La fonction est actuellement occupée par Micheline Calmy-Rey.
Certains responsables politiques sont favorables à une réforme du système politique qui accorderait davantage de poids au vote des Suisses. L'UDC/SVP a proposé une initiative sur laquelle les Suisses seront certainement appelés à se prononcer dans l'avenir. Le texte prévoit l'élection du Conseil fédéral au suffrage universel direct – une ancienne revendication du Parti socialiste – et l'organisation d'élections fédérales tous les 4 ans au système majoritaire au sein d'une seule circonscription nationale. Les candidats qui obtiendraient la majorité absolue au 1er tour seraient déclarés élus. Au 2e tour, la majorité simple serait suffisante. 2 sièges seraient réservés aux personnes domiciliées dans les régions et cantons francophones, au Tessin et dans la région italianophone des Grisons. L'Assemblée fédérale élirait le Chancelier de la Confédération et les juges du Tribunal fédéral. Le Conseil fédéral, et non plus le Parlement, désignerait le Président et le vice-président de la Confédération helvétique pour un an. Les Suisses ont déjà refusé par deux fois (en 1900 et en 1942) une telle initiative.
135 000 des 695 000 Suisses vivant à l'étranger se sont inscrits sur les listes électorales pour le scrutin du 23 octobre. 21 000 d'entre eux pourront voter par internet. Le Conseil des Suisses de l'étranger a d'ailleurs demandé une extension du vote électronique. 17 d'entre eux étaient candidats en 2003, 44 en 2007; ils seront 81 cette année. Certains partis politiques réservent des sièges aux expatriés. Leur vote diffère généralement de celui des Suisses résidant dans la Confédération helvétique. Ils accordent la majorité de leurs suffrages au Parti socialiste, puis au Parti radical-démocratique, aux Verts, à l'Union démocratique du centre et enfin au Parti démocrate-chrétien. Ces résultats expliquent que l'attention que

portent les socialistes aux Suisses de l'étranger. Le parti de Christian Levrat veut assurer leur représentation en leur attribuant le titre de 27e canton du pays et en leur réservant 2 sièges au Conseil des Etats. Les socialistes ont lancé une pétition pour faciliter leur participation via internet et présente des candidats expatriés dans plusieurs cantons.

L'Union démocratique du centre va-t-elle poursuivre sa progression ?

L'UDC/SVP s'est fixé pour objectif de conquérir un tiers de l'électorat suisse. Pour cela, ses candidats ont signé un triple engagement sur les points suivants : « Nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne, nous voulons stopper l'immigration de masse et nous voulons renvoyer les criminels étrangers ». Le cœur de son programme diffère donc de celui qui était le sien en 2007 qui comprenait le dégraissement de l'Etat et la baisse des impôts. « L'UDC/SVP veut faire de la campagne électorale le procès du Conseil des Etats, chambre qui se détourne de la patrie, vire à gauche et affiche une europhilie forcenée » a déclaré Toni Brunner. « La Suisse ne peut pas offrir une place et un accueil à tous les pauvres du monde » lit-on dans le manifeste du parti. « L'immigration est trop importante en Suisse. Elle fait augmenter nos loyers, surcharge nos transports et met les salaires sous pression » a souligné Christoph Blocher. « Ces 5 dernières années, la Suisse a enregistré une immigration nette équivalant à une nouvelle ville de Zurich. Elle entraîne une pression sur les infrastructures, les trains, les routes. Nous avons malheureusement lâché les leviers qui nous permettaient de réguler cette immigration» a affirmé Toni Brunner. Parti anti-européen, opposé à l'immigration et économiquement libéral, l'UDC/SVP, dont le slogan est « Les Suisses votent UDC/SVP », est favorable à la réintroduction des contrôles aux frontières et à l'introduction de contingents d'immigrés strictement liés aux emplois disponibles, un système en Suisse qui prévalait avant l'accord sur la libre-circulation de travailleurs signé avec l'Union européenne (et qui n'a pas fait diminuer le nombre d'immigrés dans le pays). « Plus il y a de gens en Suisse et plus l'Etat a besoin d'infirmières ou d'enseignants. Dit de façon un peu caricaturale, les immigrés viennent en Suisse s'occuper d'autres immigrés » a affirmé Toni Brunner, regrettant que les immigrés travaillent dans le social, l'administration, la santé et l'enseignement et non dans l'industrie.

Les stratégies des formations du centre

Le Parti radical-démocratique et le Parti démocrate-chrétien ont le même objectif : conserver leurs 2 sièges respectifs au Conseil fédéral. « Que nous gagnions ou que nous perdions, nous resterons le 3e parti de Suisse » a déclaré Vincenzo Pedrazzini, chef de campagne du Parti radical-démocratique, souvent considéré comme le successeur de l'actuel leader Fulvio Pelli. « Le Parti radical-démocratique est toujours tenu responsable de tout, on nous voit encore comme le parti pilier de l'Etat mais c'est faux, nous ne le sommes plus. Aujourd'hui, c'est l'Union démocratique du centre avec ses 30% de voix au Conseil national qui devrait assumer ce rôle mais elle ne le fait pas parce qu'elle se présente toujours comme un parti d'opposition » a t-il ajouté. Il a donc tenu à prendre ses distances avec l'UDC/SVP avec lequel il dit « avoir vraiment peu de choses en commun » et qu'il accuse de « mettre tous les problèmes sur le dos des étrangers ». Fulvio Pelli a dénoncé l'isolationnisme de l'UDC/SVP qui « veut mettre la Suisse sous cloche et revenir sur des accords indispensables à notre prospérité ». Ces positions ne sont pas du goût de l'ensemble des membres du parti. Ainsi, Pierre Weiss, vice-président du parti, est favorable à une alliance du Parti radical-démocratique avec l'Union démocratique du centre. Selon lui, son parti ne peut se priver du soutien de la droite dure.

Lors des dernières élections fédérales du 2007, le Parti radical-démocratique avait signé un accord avec l'Union démocratique du centre dans 8 cantons, ce qui avait perturbé une partie de son électorat. Cette année, les 2 partis se présentent en ordre dispersé même s'ils pourraient signer quelques accords locaux. Le Parti radical-démocratique souhaite affirmer ses propres valeurs. « Plus vous prenez des positions extrêmes, plus il est difficile de tisser des alliances. Pour l'Union démocratique du centre, c'est le prix à payer pour une radicalisation qui lui a rapporté des voix » analyse Pascal Sciarini, politologue à l'université de Genève qui ajoute « le Parti radical-démocratique a tout à gagner à abandonner le suivisme pour jouer ses propres cartes, c'est une question de survie ».

Le Parti radical-démocratique souhaite se démarquer du Parti démocrate-chrétien ; « Nous n'avons pas besoin non plus d'un rapprochement avec le Parti démocrate-chrétien » a déclaré Vincenzo Pedrazzini. La création du Parti bourgeois-démocratique en 2008 et la poussée du Parti vert-libéral ont modifié les rapports de force au centre-droit. Le leader du Parti démocrate-chrétien, Christophe Darbellay, a proposé, pour lutter contre la perte de terrain du parti et insuffler une nouvelle dynamique au centre, de créer un holding du centre qui regrouperait les Verts-libéraux et le Parti bourgeois-démocratique autour du Parti démocrate-chrétien. Le Parti évangélique (PEV/EVP) a répondu favorablement à cette initiative.

Christophe Darbellay dit ne pas comprendre la volonté du Parti radical-démocratique de se différencier à tout prix alors que ce parti et le sien ont « 80% de positions en commun ». « C'est une erreur et une occasion manquée. Le Parti radical-démocratique et le Parti démocrate-chrétien ont toujours entretenu une collaboration informelle mais historique. C'est ainsi que la Suisse s'est construite mais les radicaux préfèrent se rapprocher de l'UDC/SVP » a-t-il ajouté. Urs Schwaller, président du groupe parlementaire du Parti démocrate-chrétien, a déclaré que le Parti radical-démocratique devait choisir entre l'UDC/SVP et un centre constructif. « S'il ne se reconnaît pas dans la politique du centre, son 2e siège au Conseil fédéral fera l'objet de discussions » a-t-il indiqué. « Notre place est à droite du centre » lui a répondu Fulvio Pelli.

Certains analystes politiques voient dans la proposition de Christophe Darbellay de créer un holding du centre une stratégie du Parti démocrate-chrétien pour récupérer le siège d'Eveline Widmer-Schlumpf (BDP) au Conseil fédéral.

Christophe Darbellay a fixé à 17% de suffrages l'objectif de son parti pour les élections fédérales. Il se dit certain que son parti restera la première force du Conseil des Etats. Olivier Mewly, historien de l'université de Genève, dénonce « l'incapacité du Parti radical-démocratique et Parti démocrate-chrétien à percevoir les problèmes de la société ». « Les gens aiment être gouvernés au centre mais pas par le centre » affirme-t-il.

Le Parti vert-libéral (GLP/VL) participe pour la deuxième fois à des élections fédérales. Il sera présent dans 15 des 26 cantons du pays. Le parti se distingue des Verts en ce qu'il ne partage pas les mêmes convictions économiques. Comme son nom l'indique, il est favorable au libéralisme économique. « Ecologie et économie ne sont pas en concurrence » indique Sandra Gurtner-Oesch, secrétaire générale du parti. Les Verts-libéraux, qui viennent de lancer leur première initiative populaire sur le remplacement de la TVA par un impôt sur les énergies renouvelables, visent 8 sièges au Conseil national, ce qui leur permettrait d'obtenir un groupe parlementaire (5 membres minimum).

Où en est la gauche ?

« Notre objectif est de progresser dans les deux chambres » a indiqué Christian Levrat, président du Parti socialiste. Plus unie que la droite, la gauche peine à se positionner sur l'enjeu de l'immigration alors que les enquêtes d'opinion montrent qu'une partie de ses électeurs s'inquiètent de la montée des loyers ou de la baisse des salaires due à la concurrence de la main d'œuvre étrangère. « La libre circulation a généré une croissance économique mais celle-ci ne profite qu'à quelques uns. Le gros de la population est surtout affecté par les nuisances de cette croissance en termes de transport, de logement et d'emploi. Si l'on veut maintenir la libre circulation, il faut agir dans ces domaines tout en renforçant les meures d'accompagnement » a déclaré le vice-président du Parti socialiste Rudolf Strahm (PSS/SPS) qui n'a pas hésité à dénoncer les « conséquences négatives de la perméabilité des frontières ». A l'inverse, lors de la célébration de la fête nationale le 1er août dernier, la présidente de la Confédération helvétique Micheline Calmy-Rey a vanté les mérites d'une Suisse ouverte, optimiste et tolérante tout en affirmant « comprendre les peurs de ses compatriotes ». « Le problème, c'est que les socialistes ne seront jamais crédibles sur ces thèmes dont l'UDC/SVP s'est faite la championne. Il n'y a rien à gagner sur ce sujet pour le parti. Personne, et surtout pas ses électeurs, ne l'attend sur ce terrain. Contrairement à la politique sociale, sur laquelle ses propositions sont entendues, le patriotisme, les migrations ou la violence des jeunes ne sont pas fédérateurs pour ses deux électorats que sont lesmilieux salariés populaires, tentés par l'UDC/SVP, et les classes moyennes » analyse le politologue Iannis Papadopoulos.

A un mois des élections, le Parti socialiste est à la pointe de la campagne électorale en raison de la montée des thèmes économiques (crise du franc fort, inquiétudes de la population quant à la montée du chômage, etc.). « Pour tous, sans privilèges », tel est le slogan du parti qui se bat pour l'établissement de salaires minimaux. Les socialistes répètent en effet qu'à salaire égal entre Suisses et étrangers, les employeurs embaucheront en priorité des Suisses. Cédric Wermuth, vice-président du Parti, a qualifié

l'UDC/SVP de « parti des milliardaires » et l'a accusé de négliger les problèmes concrets de la population que sont par exemple les salaires

Le 1er août dernier, la présidente de la Confédération helvétique Micheline Calmy-Rey s'en était également pris aux salaires élevés des grands patrons.

Le Parti écologiste-Les Verts (PES/GPS) veut obtenir son premier siège au Conseil fédéral. Cependant, ceci ne doit en aucun cas se faire au détriment du Parti socialiste, situation qui verrait les écologistes devenir les otages des partis de droite. Les Verts souhaitent augmenter leur présence au Conseil des Etats pour atteindre la barre des 6 sièges. Pour cela, le parti doit recueillir au moins 10% des suffrages.

Les écologistes misent beaucoup sur leur message d'opposition au nucléaire. Ils proposent une sortie du nucléaire pour 2029. Les questions environnementales, qui étaient en première ligne il y a encore quelques semaines, ont cependant laissé la place aux enjeux socioéconomiques. Les Verts tiennent un discours critique du système financier actuel, fondé selon eux, sur la spéculation, et qu'ils souhaitent voir remis en cause.

Les élections fédérales du 23 octobre prochain ne devraient pas déboucher sur des grands changements dans les rapports de force politiques. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut gfs. berne, l'UDC/SVP arriverait en tête avec 28% des suffrages, suivie du PSS/SPS 20,5% ; du PRD/FDP 15,6%, et du PDC/CVP 14,5%. Le PES/GPS remporterait 9,5%, le GLP/VL 4,5% et le PDB 3,1%.

Les proches du PSS/SPS se montrent les plus mobilisés (65% d'entre eux se disent prêts à aller voter pour leur parti) devant ceux de l'UDC/SVP (55%). En revanche, moins de la moitié des sympathisants du PRD/FDP (45%) expriment cette opinion.

Rappel des résultats des élections fédérales du 21 octobre 2007 en Suisse

Participation : 48,8%

Conseil national

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Union démocratique du centre (UDC/SVP)	672 562	28,9	62
Parti socialiste (PSS/SPS)	451 916	19,5	43
Parti radical-démocratique (PRD/FDP)	364 736	15,8	31
Parti démocrate-chrétien (PDC/CVP)	335 623	14,5	31
Parti écologiste-Les Verts (PES/GPS)	222 206	9,6	20
Parti évangélique (PEV/EVP)	56 748	2,4	2
Parti libéral (PLS/LPS)	41 682	1,9	4
Parti vert-libéral (GLP/VL)	33 104	1,4	3
Union démocratique fédérale (UDF/EDU)	29 914	1,3	1
Parti du travail-Parti ouvrier populaire (PST/PdA)	17 218	0,7	1
Ligue des Tessinois (LEGA)	13 031	0,6	1
Parti chrétien-social (PCS-CSP)	9 984	0,4	1
Autres	69 187	3	0

Source : Site internet de l'Office fédéral de la statistique (http://www.politik-stat.ch/nrw2007CH_fr.html)

Rappel des résultats des élections fédérales du 21 octobre 2007 en Suisse

Participation : 48,8%

Conseil des Etats

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
Parti démocrate-chrétien (PDC/CVP)	15
Parti radical-démocratique (PRD/FDP)	12
Parti socialiste (PSS/SPS)	9
Union démocratique du centre (UDC/SVP)	7
Parti écologiste-Les Verts (PES/GPS)	2
Parti vert-libéral (GLP/VL)	1

Source : Site internet de l'Office fédéral de la statistique (http://www.politik-stat.ch/srw2007CH_fr.html)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu
Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.